ÉLECTION PROVINCIALE 2026

Les candidats répondent aux questions et enjeux spécifiques à notre réalité

La Municipalité d'Adstock a soumis cinq questions aux candidats de l'élection provinciale afin de connaître leur position sur différents enjeux qui touchent notre communauté.

Voici les réponses intégrales.



RENAUD LABRECQUE, PARTI CONSERVATEUR DU QUÉBEC

Intervenant de formation à ma sortie universitaire, j'ai ensuite évolué dans le football professionnel aux États-Unis et fait quelques essais dans la LCF. Aujourd'hui directeur municipal agréé et entraîneur au Cégep de Thetford, mon parcours m'amène à privilégier une gestion pragmatique de l'État : mieux administrer les fonds publics, réduire la bureaucratie et faire mieux avec ce que nous avons déjà plutôt que d'en demander toujours plus aux contribuables. Nos façons de faire doivent changer.

JONATHAN MOREAU, PARTI QUÉBÉCOIS

Maire de Saint-Apollinaire depuis 2021 et vice-président de la Fondation du Cégep de Thetford et de Lotbinière, M. Moreau possède une connaissance approfondie des enjeux de Lotbinière-Frontenac. Jonathan est un homme de terrain, profondément attaché à sa région. Face à une bureaucratisation accrue de l'État, il prône une décentralisation gouvernementale majeure pour restaurer l'autonomie régionale. La motivation de son engagement est d'être au service des citoyens et du Québec!





LUDOVIC BEAUREGARD, PARTI LIBÉRAL DU QUÉBEC

Je travaille en développement économique depuis plusieurs années. J'ai une formation en gestion avec une spécialisation en droit. Dans mon parcours, j'ai notamment été commissaire en économie circulaire, responsable de la grande démarche DuGrisAuVert, ainsi qu'attaché politique. Mais à la base, ce qui me motive comme humain depuis toujours, c'est d'aider les gens et de créer. C'est probablement pour ça que j'aime autant l'art que le développement économique : les deux permettent d'imaginer, de bâtir et de transformer les choses.

ROCH GAMACHE, COALITION AVENIR QUÉBEC

Gestionnaire de haut niveau et expert en affaires industrielles et gouvernementales, Roch Gamache est profondément enraciné dans Lotbinière-Frontenac. Reconnu pour son leadership et son sens opérationnel, il possède une solide expérience dans les secteurs public, privé et communautaire. Impliqué dans les affaires publiques depuis plus de 35 ans, il a aussi dirigé pendant près d'une décennie des missions commerciales à l'international. De 2018 à avril dernier, il a été directeur de cabinet dans divers ministères, ce qui lui confère une grande maîtrise des rouages de l'administration gouvernementale. Depuis, il oeuvre comme directeur responsable de l'efficacité de l'État et de l'intégration numérique au sein du cabinet de la première ministre.



1

En raison de ses diverses particularités (soit un regroupement de trois municipalités, différentes communautés et plusieurs milieux de vie à dynamiser – villageois, rural, riverains, nombreuses infrastructures à supporter – vaste réseau routier, plusieurs aqueducs, égouts, parcs, bâtiments), est-ce que vous considérez que le statut d'Adstock se compare à la plupart des municipalités de votre comté? Pendant votre mandat, que comptez-vous faire pour soutenir la Municipalité à faire progresser ses diverses particularités?



RENAUD LABRECQUE, PARTI CONSERVATEUR DU QUÉBEC

Oui, Adstock a une réalité bien particulière, trois anciennes municipalités regroupées, plusieurs milieux de vie, un immense réseau routier et des réseaux d'aqueduc autonomes dans chacun des secteurs. Gérer un tel territoire amène des défis uniques, bien différents de ceux d'une municipalité plus conventionnelle. Comme directeur municipal, je reconnais rapidement vos défis. Les programmes gouvernementaux peuvent sembler excellents sur papier, mais être complètement déconnectés du terrain lorsqu'on doit les appliquer. Mon rôle de député sera concret : connaître vos dossiers, exposer vos problématiques de façon factuelle et professionnelle et prendre cette pression politique sur mes épaules plutôt que de la laisser aux équipes municipales. Je veux être votre courroie de transmission avec Québec et défendre les besoins d'Adstock et de Lotbinière–Frontenac avant les lignes de parti. Il faut simplifier les programmes et retirer les réglementations qui grugent inutilement les finances de nos municipalités et freinent leur développement.



JONATHAN MOREAU, PARTI QUÉBÉCOIS

Adstock présente un statut d'exception. Elle s'étend sur un vaste territoire de plus de 300 km² comprenant quatre périmètres urbains distincts (Sacré-Cœur-de-Marie, Saint-Méthode, Saint-Daniel et Broughton Station), ce qui entraîne des coûts d'infrastructures élevés. Pour soutenir ces particularités, le Parti Québécois s'engage à faire des régions une priorité absolue. Ses engagements officiels prévoient notamment de réduire les coûts de construction des infrastructures publiques par un allègement de la reddition de comptes, facilitant la gestion des aqueducs et routes. De plus, le parti mise sur une véritable décentralisation des décisions vers les instances locales et sur le soutien à l'innovation économique propre aux milieux régionaux (agriculture, foresterie, PME). Je m'assurerai que cet engagement se concrétise le plus rapidement possible.



LUDOVIC BEAUREGARD, PARTI LIBÉRAL DU QUÉBEC

Oui. Adstock a une réalité particulière qui doit être reconnue. Son vaste territoire, ses différents noyaux villageois, ses secteurs riverains, son important réseau routier ainsi que ses nombreux réseaux d'aqueduc et d'égout représentent des responsabilités considérables pour sa population.
Notre parti veut justement revoir les quelque 200 programmes d'infrastructures municipales et augmenter la part du Plan québécois des infrastructures consacrée aux municipalités. Les programmes doivent mieux tenir compte des réalités territoriales plutôt que d'appliquer une approche mur à mur. Je veux aussi poursuivre mon travail pour adapter la réglementation entourant les remblais amiantés afin de protéger la santé et l'environnement sans imposer des coûts démesurés à nos municipalités. Comme député, je serai un facilitateur pour les projets d'Adstock, notamment en infrastructures, logement, protection des lacs et développement économique. Québec doit reconnaître ses particularités et devenir un véritable partenaire de son développement.



ROCH GAMACHE, COALITION AVENIR QUÉBEC

Adstock, ainsi que d'autres municipalités voisines de la MRC des Appalaches, présente des particularités uniques et un historique marqué par les effets problématiques de l'amiante. L'engagement du député est d'accorder un statut particulier à la MRC, ce qui est pleinement justifié pour contrer ces impacts durables. Dans un contexte de fragilité économique, une connaissance fine des rouages gouvernementaux devient une valeur ajoutée incontournable pour naviguer dans l'offre publique. Toutefois, pour soutenir concrètement la municipalité aux multiples milieux de vie et réseaux à entretenir, il faut une vision inclusive favorisant un dynamisme fort. Une influence collective et inclusive pour Adstock dans un cadre de MRC sera définitivement plus efficace et donnera, tant au député qu'à la région, le poids incontournable nécessaire. Cet accompagnement stratégique permettra d'aider les acteurs locaux à transformer les programmes en leviers réels pour financer leurs infrastructures et dynamiser leurs communautés rurales et riveraines. Nous sommes en 2026 et un contexte particulier nécessite des actions innovatrices.

ÉLECTION PROVINCIALE 2026

2

La Municipalité investit beaucoup d'argent et d'efforts pour consolider ses services de proximité (dépanneur, épicerie, station à essence, restaurant, CLSC, commerces), valoriser son parc industriel et son pôle agroalimentaire et susciter une offre de logements, d'activités et d'infrastructures de loisirs (terrain de balle et jeux d'eau) afin d'être plus attractif pour les jeunes, les familles et les aînés. De quelle manière vous aiderez les acteurs locaux et municipaux d'Adstock à atteindre ces cibles?



RENAUD LABRECQUE, PARTI CONSERVATEUR DU QUÉBEC

Mon expérience dans le monde municipal m'a permis de constater à quel point de bons projets peuvent être ralentis inutilement. Une municipalité peut avoir le financement, la volonté et être prête à agir, mais attendre des mois, parfois des années, en raison des programmes, des autorisations et de la réglementation. Comme député, je veux évidemment défendre les dossiers d'Adstock à Québec, mais je veux surtout contribuer à enlever les obstacles qui les ralentissent.

Je propose notamment une règle simple : lorsque le gouvernement ne rend pas sa décision dans un délai prescrit, l'autorisation devrait être réputée accordée. Que ce soit pour le logement, le parc industriel, le pôle agroalimentaire, les loisirs ou les services de proximité, Adstock est mieux placée que Québec pour connaître ses priorités. Le rôle du gouvernement devrait être de permettre aux municipalités d'avancer, pas de les ralentir lorsqu'elles sont prêtes à agir.



JONATHAN MOREAU, PARTI QUÉBÉCOIS

Le Parti Québécois vise à consolider les milieux ruraux et à retenir les familles en favorisant la décentralisation des pouvoirs économiques. Le parti confiera les leviers de développement aux instances locales pour revitaliser les commerces de proximité et soutenir l'agroalimentaire. La baisse d'impôt de près de 20 % pour les petites entreprises et commerces de proximité donnera un souffle financier immédiat aux entreprises locales. Afin de faciliter les projets d'habitation et de loisirs, le Parti Québécois préconise l'allègement des démarches liées aux programmes de la Société d'habitation du Québec. Pour favoriser l'accès au logement, il propose d'assurer des taux d'intérêt réduits, de doubler le crédit d'impôt et le remboursement de la TVQ pour les premiers acheteurs et d'accélérer la construction de logements.



LUDOVIC BEAUREGARD, PARTI LIBÉRAL DU QUÉBEC

Les communautés locales sont au coeur de la vitalité de nos régions. Les municipalités, les organismes, les gens d'affaires et les acteurs du milieu sont les mieux placés pour connaître les besoins de leur communauté et mettre en place des initiatives adaptées à leur réalité. Un gouvernement libéral entendra faire davantage confiance aux acteurs locaux et leur donner les moyens de contribuer au dynamisme de leur milieu. Nous faciliterons la mise en oeuvre d'initiatives visant notamment à attirer de nouvelles familles, favoriser l'établissement et le maintien de commerces de proximité et soutenir les projets qui renforcent la qualité de vie et l'attractivité des communautés. Nous travaillerons également à simplifier l'accès aux mesures gouvernementales et à réduire le fardeau administratif qui peut freiner les initiatives locales. L'objectif est de créer un environnement plus favorable à l'action locale, en misant sur la collaboration, la souplesse et l'autonomie des communautés.



ROCH GAMACHE, COALITION AVENIR QUÉBEC

Depuis 2018, nous avons profondément renouvelé le partenariat avec les municipalités en leur donnant davantage de moyens, de pouvoirs et de prévisibilité. Nous avons fait passer la relation avec les municipalités d'une logique de programmes ponctuels à un véritable
partenariat financier durable. Le partage de la croissance d'un point de TVQ constitue un changement majeur dans le financement municipal. Il procurera 686 M$ aux municipalités en 2026 et devrait atteindre près de 1,1 G$ en 2030. Les transferts gouvernementaux aux organismes municipaux ont doublé entre 2018 et 2025 pour atteindre 7,4 G$. Nous avons donné aux municipalités des leviers concrets pour agir selon leurs réalités locales en matière de fiscalité, d'habitation, de développement, d'infrastructures et de transport collectif. Les décisions se prennent près du terrain : 1 G$ du Fonds régions et ruralité a été délégué directement aux MRC entre 2020 et 2024, et près de 300 M$ ont soutenu 1 648 initiatives régionales. La dynamique actuelle est porteuse pour Adstock, qui cherche activement des solutions concrètes à ses défis de proximité, de logement, d'agroalimentaire et de loisirs. Comme mentionné plus haut, dans un contexte de fragilité économique, posséder une connaissance fine des programmes et du rouage gouvernemental représente une immense valeur ajoutée. Le député doit avoir cette maîtrise des subtilités administratives permettant d'accompagner efficacement les acteurs locaux pour transformer les orientations provinciales en leviers réels sur le terrain. Plutôt que de se perdre dans les chiffres macroéconomiques, l'approche consiste à naviguer avec précision dans l'offre gouvernementale, et ce, toujours avec les interventions du milieu. C'est essentiel pour capter les subventions adaptées, maximiser chaque ressource disponible et concrétiser les projets structurants indispensables pour attirer et retenir les jeunes, les familles et les aînés à Adstock.

3

ÉLECTION PROVINCIALE 2026

Adstock mets en évidence les attraits présents sur son territoire (mont Grand Morne, station récréotouristique du mont Adstock, parc national de Frontenac, nombreux lacs, multitude de sentiers pédestres, vélos, raquettes, motoneiges, quadistes) et se désigne comme étant la capitale régionale du plein air et de la villégiature. Qu'entendez-vous faire concrètement pour protéger la qualité de nos plans d'eau et mettre à jour les installations de ces attraits (comme la remontée mécanique au mont Adstock, l'accessibilité au mont Grand Morne, la diversité d'activités au parc national), attraits qui apportent des retombées extrarégionales, faut-il le rappeler?



RENAUD LABRECQUE, PARTI CONSERVATEUR DU QUÉBEC

Adstock a quelque chose que plusieurs municipalités aimeraient avoir, des lacs, des montagnes et des attraits qui attirent des gens de partout dans la région. Il faut en prendre soin, mais aussi continuer de les développer. Pour le mont Adstock, la modernisation de la remontée mécanique est un projet concret, même chose pour l'amélioration de l'accès au mont Grand Morne. Pour nos plans d'eau, il faut donner à la municipalité les moyens d'intervenir là où les besoins sont réels et soutenir les projets qui améliorent concrètement leur qualité. Pour moi, il n'y a aucune contradiction entre protéger notre environnement et développer notre territoire. Protéger l'environnement ne doit pas vouloir dire mettre un frein à tout développement potentiel. Il faut protéger ce qui doit l'être, tout en permettant à Adstock de continuer à grandir et à profiter pleinement de ses attraits.



JONATHAN MOREAU, PARTI QUÉBÉCOIS

Les attraits naturels et les six lacs d'Adstock exercent une pression environnementale importante que la municipalité assume en grande partie. Le Parti Québécois priorise la protection de l'environnement en bonifiant le financement direct pour la préservation de la qualité de l'eau et la gestion par bassins versants. Il instaurera une politique nationale d'accès aux berges et aux milieux naturels. De plus, le Parti Québécois s'engage aussi à augmenter la part du Plan québécois des infrastructures allouée aux municipalités pour moderniser les attraits régionaux.



LUDOVIC BEAUREGARD, PARTI LIBÉRAL DU QUÉBEC

Adstock possède des attraits qui dépassent largement l'échelle municipale. Le mont Adstock, le Grand Morne, le parc national de Frontenac et les lacs génèrent des retombées pour toute notre région. Comme député, je veux travailler à protéger nos plans d'eau en appuyant les associations riveraines et les organismes du milieu afin qu'ils disposent des ressources nécessaires pour assurer le suivi de leur santé et réaliser des interventions concrètes. Adstock a déjà une vision claire de son développement récréotouristique. Mon rôle ne sera pas de décider à sa place, mais de l'aider à obtenir les leviers nécessaires pour réaliser cette vision.



ROCH GAMACHE, COALITION AVENIR QUÉBEC

Parce que les infrastructures d'Adstock possèdent un attrait non seulement municipal, mais aussi régional, un travail de concertation et de coopération intermunicipale devrait être une voie à développer encore davantage. Cela permettrait, tout en tenant compte des contextes budgétaires qui touchent tant les municipalités que les gouvernements, de cibler les choix les plus porteurs. Voici les pistes d'initiatives à prioriser:

• Premièrement, il faut instaurer une gouvernance partagée pour protéger la qualité des nombreux plans d'eau, un capital naturel dont le rayonnement profite à toute la région.

• Deuxièmement, la mise à jour des grands attraits récréotouristiques, tels que la remontée mécanique au mont Adstock et l'accès au mont Grand Morne, doit faire l'objet d'un effort financier et logistique concerté pour soutenir leurs retombées extra-communautaires.

• Enfin, la mutualisation des équipements, des expertises et de l'entretien des sentiers permettra d'éviter les dédoublements, optimisant ainsi chaque investissement public disponible.

ÉLECTION PROVINCIALE 2026

4

Quelle est votre opinion face aux fusions municipales et au rôle des MRC par rapport à l'autonomie des municipalités?



RENAUD LABRECQUE, PARTI CONSERVATEUR DU QUÉBEC

Pour moi, tout commence par une discussion transparente avec les citoyens.
Une fusion municipale peut avoir du sens dans certaines situations, même financièrement, mais ce n'est pas au gouvernement provincial de l'imposer. La décision finale doit appartenir aux municipalités.
Lorsque je parle de redonner du pouvoir aux régions, je ne parle pas de les centraliser dans une MRC. Les MRC ont un rôle important à jouer en matière de concertation et de coordination pour les enjeux qui dépassent les frontières municipales. Mais elles ne doivent pas remplacer les municipalités ni s'immiscer dans leur gestion locale.
Redonner du pouvoir aux régions, ça commence d'abord par redonner davantage d'autonomie à chacune de nos municipalités. Ce sont les élus et les citoyens qui vivent au quotidien avec les conséquences de leurs décisions. Ce sont donc eux qui doivent conserver la capacité de décider de l'avenir de leur communauté.



JONATHAN MOREAU, PARTI QUÉBÉCOIS

Le Parti Québécois reconnaît la municipalité comme le gouvernement de proximité par excellence. La MRC ne doit pas agir comme une structure de tutelle administrative, mais plutôt comme un outil de concertation volontaire. En respectant le principe de subsidiarité, i.e que Le conseil municipal d'Adstock doit décider souverainement du développement résidentiel ou récréotouristique de ses quatre pôles, tandis que la MRC intervient uniquement pour des compétences supramunicipales lourdes, comme la gestion régionale des matières résiduelles. Le pouvoir décisionnel doit demeurer entre les mains des élus locaux.



LUDOVIC BEAUREGARD, PARTI LIBÉRAL DU QUÉBEC

Je considère que ce sont d'abord les municipalités et leurs citoyens qui doivent déterminer le modèle de gouvernance qui leur permet d'offrir les meilleurs services à leur population. Je ne crois donc pas aux fusions imposées par Québec. Le Parti libéral veut justement créer un nouveau partenariat avec les municipalités, basé sur davantage d'autonomie, de prévisibilité et une réelle décentralisation, plutôt qu'une approche mur à mur. Mon principe est simple : Québec ne doit pas décider à la place des municipalités. Il doit leur donner les moyens de choisir le modèle qui répond le mieux aux besoins de leurs citoyens.



ROCH GAMACHE, COALITION AVENIR QUÉBEC

Une fusion municipale doit d'abord servir à améliorer les services aux citoyens. Dans un contexte de ressources limitées, la mise en commun permet de renforcer la capacité d'action des municipalités. La mutualisation des équipes, des équipements et des expertises spécialisées permet d'offrir de meilleurs services et d'éviter les dédoublements.Les MRC doivent agir comme plateformes de coopération entre les municipalités. Elles peuvent regrouper certaines expertises, coordonner les enjeux territoriaux et soutenir les plus petites municipalités, tout en respectant leur autonomie politique. Les citoyens et les municipalités doivent pouvoir compter sur moins d'interlocuteurs. Des responsabilités mieux définies et des services regroupés permettent d'accélérer les projets, de simplifier les démarches et de réduire la bureaucratie.À l'image du gouvernement, nous voulons un milieu municipal plus efficace et centré sur les résultats. Chaque structure doit être évaluée selon sa capacité à améliorer les services, à mieux utiliser les fonds publics et à répondre concrètement aux besoins des citoyens.

5

ÉLECTION PROVINCIALE 2026

Dans un contexte où le coût des infrastructures est de plus en plus élevé, les normes de plus en plus contraignantes, le transfert de responsabilités sans compensation, une bureaucratie qui alourdit les processus et les démarches à l'échelle locale, quelles actions allez-vous entreprendre pour réduire ce fardeau dont les conséquences sont assumées par les mêmes contribuables?



RENAUD LABRECQUE, PARTI CONSERVATEUR DU QUÉBEC

Aujourd'hui, une trop grande partie du coût de nos projets municipaux ne sert même pas à construire l'infrastructure. Elle sert à payer des études, remplir des formulaires, obtenir des autorisations et répondre à des exigences administratives qui s'accumulent. Tout cela coûte de l'argent, mais ne donne aucun service au citoyen. Il faut enlever des étapes et raccourcir les délais. Il faut mettre fin au transfert de responsabilités vers les municipalités sans les ressources financières qui viennent avec. Et il faut parler d'imputabilité. Les municipalités paient des millions de dollars à des firmes et à des professionnels pour produire des plans et devis. Lorsque ces documents comportent des erreurs ou entraînent des problèmes coûteux, il doit y avoir une véritable responsabilité professionnelle et financière. Pour moi, couper dans le gras, ce n'est pas couper dans les services. C'est éliminer la bureaucratie et les dépenses qui n'apportent aucune valeur concrète aux citoyens.



JONATHAN MOREAU, PARTI QUÉBÉCOIS

L'augmentation des responsabilités non financées pèse lourdement sur les budgets municipaux. Le Parti Québécois appliquera le principe d'une compensation financière intégrale pour tout nouveau transfert de compétences provincial. Nous réformerons également les processus ministériels pour réduire la paperasse et les coûts administratifs des petites municipalités. Dans cette optique, le Parti Québécois lancera un vaste chantier visant à réviser la réglementation gouvernementale. Pour avoir moi-même constaté cette lourdeur durant mes années comme maire, ce sera une de mes grandes priorités et j'y travaillerai dès le lendemain des élections si j'ai le privilège d'être choisi comme votre représentant.



LUDOVIC BEAUREGARD, PARTI LIBÉRAL DU QUÉBEC

Les municipalités sont des gouvernements de proximité et il faut arrêter de leur transférer des responsabilités sans leur donner les moyens nécessaires. Notre parti s'engage à faire passer de 4,4 % à 8 % la part du PQI consacrée aux infrastructures municipales. Nous voulons aussi simplifier les quelque 200 programmes existants afin de réduire la bureaucratie. Surtout, nous voulons faire passer la planification de nos infrastructures de 10 à 25 ans. Pour les municipalités, ça signifie davantage de prévisibilité pour planifier leurs investissements et entretenir leurs infrastructures plutôt que de constamment travailler à court terme. Plus de prévisibilité, moins de bureaucratie et davantage de moyens : c'est comme ça qu'on redonne de l'autonomie aux municipalités.



ROCH GAMACHE, COALITION AVENIR QUÉBEC

La multiplication des programmes, avec chacun avec ses propres critères, périodes de dépôt et règles de reddition de comptes crée une lourdeur qui force les municipalités à multiplier les démarches et à recourir à plusieurs programmes pour financer un même projet. On veut s'attaquer au modèle actuel puisqu'il crée des effets pervers. Nous voulons un État plus efficace, plus agile et davantage orienté vers les résultats, particulièrement lorsqu'il s'agit de répondre aux besoins de base comme les infrastructures en eau. Chaque règle, chaque exigence administrative doit être utile et apporter une réelle valeur. Lorsqu'il existe des façons plus simples d'atteindre les mêmes résultats, on doit les considérer. Puisque la plupart des infrastructures en eau ont été construites à la même époque et qu'elles nécessitent des investissements au même moment, cette conjoncture exige que nous regardions constamment comment accélérer la réalisation des projets sur le terrain. Nous annoncerons au cours de la campagne nos engagements sur le sujet.